

[Débat] Quelle cohésion sociale entre le Luxembourg et ses voisins ?



Les territoires de la Grande Région situés autour du Luxembourg sont-ils sur le même pied d'égalité ? C'est l'une des questions qui seront débattues mardi soir à la Kufa. (illustration Alain Rischard)

Pour son huitième café-débat au Ratelach de la Kulturfabrik, ce mardi soir, le Liser se penche sur une question au coeur des relations transfrontalières : « quelle cohésion sociale dans le futur entre le Luxembourg et ses voisins ? ».

Terre historique d'accueil pour les étrangers sur son marché du travail, le Grand-Duché attire quotidiennement près de 200 000 travailleurs frontaliers. Pour permettre leur intégration et rendre possible le « vivre ensemble », l'État luxembourgeois a mis en place différentes mesures en ce sens parmi lesquelles l'obtention facilitée de la nationalité luxembourgeoise, l'ouverture du Conseil économique et social aux non-Luxembourgeois, ou les élections à la Chambre des salariés.

A contrario, divers mécanismes semblent aller à l'encontre de la cohésion sociale. Notamment les conventions fiscales bilatérales, qui produisent des effets différents et engendrent des différences de traitement entre résidents et frontaliers.

Tous ces mouvements contribuent-ils à améliorer ou à affaiblir la cohésion sociale entre frontaliers et résidents, mais aussi entre frontaliers ? Les territoires de la Grande Région situés autour du Luxembourg sont-ils sur le même pied d'égalité ? Comment maintenir dans le futur la cohésion de cet espace de travail unique en Europe ? Autant d'interrogations qui seront abordées mardi soir (18h30), avec les participants invités à la table ronde du Liser :

- Guy Deloffre (intervenant principal) , professeur à l'ICN Business School Nancy
- Roger Cayzelle, président de l'Institut de la Grande Région
- Franz Clement, chercheur au Liser
- Claude Gengler, docteur en géographie
- Stéphane Mertz, échevin en charge de la coopération transfrontalière à la commune de Martelange (Belgique)
- Louis-François Reitz, directeur général délégué Coopération institutionnelle de la Ville de Metz
- Jean-Jacques Rommes, président du CES du Luxembourg

